

Arrêté n° 584 MLA du 22 janvier 2019 portant délégation de signature à M. Georges Puchon, directeur de l'aviation civile (DAC-PF)

Paru in extenso au journal officiel n°8 N du 25/01/2019 à la page 1818 dans la partie Ministère du logement et de l'aménagement du territoire

Version en vigueur au 15/02/2022

Le ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires,
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
Vu l'arrêté n° 653 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires ;
Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;
Vu l'arrêté n° 331 CM du 20 février 2008 modifié relatif à la direction de l'aviation civile ;
Vu l'arrêté n° 97 CM du 21 janvier 2019 portant nomination de M. Georges Puchon en qualité de directeur de l'aviation civile ;
Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;
Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;
Vu la circulaire n° 6970 PR du 12 novembre 2013 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française et des autres membres du gouvernement ;
Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er

M. Georges Puchon, directeur de l'aviation civile, reçoit délégation pour signer au nom du ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires, dans la limite de ses attributions, les actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6, et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée ainsi que les actes et correspondances avec les aviations civiles étrangères compétentes.

Art. 2 *Rédaction issue de Arrêté n° 1366 VP du 9 février 2022*

En particulier, M. Georges Puchon est habilité à signer les actes suivants :

1 - En matière de gestion du personnel :

- 1.1 Ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française ;
- 1.2 Réquisitions de passage et de bagages relatifs aux ordres de déplacement à l'intérieur du territoire ;
- 1.3 Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 1.4 Congés de toute nature ;
- 1.5 Permissions exceptionnelles prévues par la convention collective de travail des agents non fonctionnaires de l'administration et par le statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;
- 1.6 Notation des agents placés sous son autorité ;
- 1.7 Avancement d'échelon ;
- 1.8 Sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus, à l'exception des agents de la 1re catégorie et de catégorie A ;
- 1.9 Conventions de stages ;
- 1.10 Attestations de service non fait.
- 1.11 Arrêtés et conventions se rapportant à la formation spécifique des agents placés sous son autorité ;
- 1.12 Ordres de déplacement et réquisitions se rapportant aux actes cités à l'alinéa 1.11.

2 - En matière de gestion des crédits :

- 2.1 Engagement, certification de service fait et liquidation des dépenses et recettes imputées sur les crédits du budget local qui lui ont été notifiées, dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- 2.2 Signature des contrats et conventions pour un montant inférieur ou égal à 15 000 000 F CFP (quinze millions de francs CFP), liés à toute décision concernant la préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement des marchés imputés sur les crédits du service et certification du caractère exécutoire des actes.
- 2.3 Déclaration de trafic, coûts et produits pour le financement des missions de sécurité par la taxe d'aéroport.

2.4 rapports de présentation des dossiers de marchés publics et les notifications.

3 - En matière de gestion du domaine public aéroportuaire :

3.1 Actes relatifs aux cahiers des charges applicables aux occupations temporaires de dépendances du domaine public aéroportuaire, dans le cadre de l'attribution ou du renouvellement des autorisations d'occupation temporaire du domaine public aéroportuaire n'excédant pas neuf années ;

3.2 Consignes d'utilisation des installations par les usagers ;

3.3 Conventions de raccordement aux réseaux des aérodromes.

4 - En matière d'exécution des travaux :

4.1 Documents relatifs à la réception des travaux.

5 - En matière de gestion aéroportuaire :

5.1 Actes relatifs à la gestion du SSLIA (service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs), du SPPA (service de prévention du péril animalier) ;

5.2 Actes relatifs à la gestion de l'AFIS (Aérodrome Flight Information Services) ;

5.3 Actes relatifs à la gestion et à l'exploitation des moyens de navigation aérienne des aérodromes de la Polynésie française ;

5.4 Autorisations d'accès à la zone réservée des aérodromes de la Polynésie française ;

5.5 Actes relatifs au système de management/gestion de la sécurité ;

5.6 Protocoles et conventions liées à la gestion aéroportuaire à la fourniture de données aéronautiques et statistiques ;

5.7 Etudes de sécurité ;

5.8 Demandes de publication de NOTAM (Notice To Airmen) ou notices d'information aéronautique ;

5.9 Décisions d'habilitation électrique ;

5.10 Consignes opérationnelles ;

5.11 Attestations de formation à la conduite sur piste ;

5.12 Factures de redevances aéronautiques ;

5.13 Cartes de service pour l'accès à la zone réservée des aérodromes de la Polynésie française.

Art. 3 *Rédaction issue de Arrêté n° 10214 MLA du 20 septembre 2021*

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Georges Puchon, les délégations mentionnées dans le présent arrêté seront exercées par Mme Myriam Namri, responsable technique administratif et financier, et en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, par M. Manaiva Sage, responsable du bureau des transports aériens, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par Mme Corinne Chansin, responsable du bureau du système de management et de gestion de la sécurité.

Art. 4

L'arrêté n° 13814 MLA/DAC du 19 décembre 2018 est abrogé.

Art. 5

Le directeur de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2019.

Jean-Christophe BOUISSOU.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Arrêté n° 584 MLA du 22 janvier 2019](#), JOPF n° 8 N du 25/01/2019 à la page 1818
- [Arrêté n° 861 MLA du 26 janvier 2021](#), JOPF n° 10 N du 02/02/2021 à la page 2519
- [Arrêté n° 7561 MLA du 8 juillet 2021](#), JOPF n° 57 N du 16/07/2021 à la page 15506
- [Arrêté n° 10214 MLA du 20 septembre 2021](#), JOPF n° 77 N du 24/09/2021 à la page 23132
- [Arrêté n° 1366 VP du 9 février 2022](#), JOPF n° 13 N du 15/02/2022 à la page 3188